

**Atelier Régional
Enseignements Tirés du Programme Cash Voucher
au Camp de Réfugiés de Mangaïze**

**11-13 Septembre 2013
Hôtel Univers, Niamey et Camp de Réfugiés de Mangaïze, NIGER**



Par Kokoévi Sossouvi | 19 septembre 2013

L'atelier régional sur les enseignements tirés du projet cash voucher au camp de réfugiés de Mangaïze s'est tenu du 11 au 12 septembre à Niamey et le 13 septembre à Mangaïze, au Niger. L'atelier a réuni 53 participants représentant 18 organisations collaborant avec l'UNHCR et/ou le PAM au Niger, ainsi que des représentants des bureaux régionaux de l'UNHCR et du PAM à Dakar et du siège de l'UNHCR à Genève, et du bureau pays de Burundi, pour le partage de leurs expériences respectives en matière d'interventions monétisées.

JOUR 1 : MERCREDI 11 SEPTEMBRE | NIAMEY

Allocutions d'ouverture | *PAM Niger, UNHCR Niger, CNE*

L'atelier a démarré par des allocutions d'ouverture prononcées respectivement par :

- Tito Nikodimos, Représentant Adjoint, PAM Niger,
- Koffi Adossi, Représentant Adjoint, UNHCR Niger,
- Mossi Boureima, Coordonnateur Adjoint, CNE



Présentation des participants & Objectifs de l'atelier

A la présentation des participants, il a été demandé à chacun de partager ses attentes de l'atelier et de la méthodologie Cash Voucher, il en est ressorti principalement :

- mieux comprendre l'approche cash voucher,
- pouvoir l'implanter dans d'autres contextes,
- minimiser les failles tout en l'améliorant et
- mesurer son impact sur l'économie locale.

PRESENTATION : Les opérations du UNHCR au Niger | *Algassimou Bah, UNHCR Niger*

Au Niger, l'UNHCR intervient principalement en réponse aux crises des réfugiés maliens et nigériens, respectivement estimées à 50 000 et 10 000 personnes concernées. Les zones géographiques d'intervention sont :

- **Région de Tillabéry** : 3 camps (Abala, Tabareybarey, Mangaize)
- **Région de Tahoua** : 2 zones d'accueil (Intekane et Tazalite).
- **Niamey** : 7 500 réfugiés urbains pour lesquels un « Guichet Unique » a été établi
- **Région de Diffa** : protection et assistance communautaire, sans créer de camps, dans les départements de Bosso, Diffa, Kablewa, Mainé, Tam Mamouri, Tchoukoujani et Garin Amadou.

Les domaines d'interventions sont :

- Protection et assistance en milieu urbain
- Education, abris, eau, santé en milieu nomade
- Solutions durables pour les retournés nigériens
- Renforcement des capacités des communautés locales
- Stratégie pour la protection et l'assistance communautaire pour les réfugiés nigériens et leurs familles d'accueil

PRESENTATION : Les transferts sociaux de PAM Niger | Giorgi Dolizde, PAM Niger

Lancée en 2010, l'opération de transfert monétaire du PAM au Niger a connu une croissance importante en termes de volume et de bénéficiaires couverts. Son évolution est notée comme suit :

- 2010: USD 1,6 M /285 000 bénéficiaires
- 2011: USD 6,7 M /425 000 bénéficiaires
- 2012: USD 45,3 M/1 240 000 bénéficiaires
- 2013: USD 38,7 M/1 053 000 bénéficiaires

Mises en œuvre dans le cadre de l'Opération d'Urgence et l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR), ces interventions monétaires sont essentiellement :

- Distributions Gratuit Ciblées (DGC) - transferts monétaires inconditionnels (cash et/ou voucher);
- Argent Contre Travail (ACT) - transfert monétaire conditionnel.

La stratégie à long terme du PAM est une approche intégrée dans laquelle les activités sécurité alimentaire, de nutrition et cantines scolaires sont liées géographiquement et au sein d'un même programme pour assurer un impact maximum en particulier pour les enfants de 6 à 59 mois. Les réalisations depuis l'introduction du C&V au programme sont:

- Amélioration de la consommation alimentaire en donnant libre choix d'acheter des produits sur les marchés locales (PDM 2011 – 2013),
- 95% du Cash utilisé pour l'achat des vivres ;
- Plus de 50 000 hectares de terres dégradées récupérées à travers des activités de « Cash for Asset ».

Le principal enseignement tiré est que **la combinaison du cash et des produits nutritionnels permet d'avoir de meilleurs résultats et de prévenir la malnutrition aigüe ou de la guérir.**

RESUME DU Q&A : Il a été demandé s'il y avait au Niger une concurrence entre l'approche voucher et l'approche cash, comme c'est le cas au Burundi et s'il y avait des moyens pour empêcher que des non bénéficiaires profitent du cash voucher. En réponse à cette inquiétude, le PAM a fait valoir que par souci de sécurité et de protection des réfugiés, notamment à cause de la présence possibles de Djihadistes non loin du camp, l'approche voucher a été privilégiée. De plus, concernant les fraudes, des moyens d'identifications des familles ont été mis en place pour les réduire.

PRESENTATION : Le cadre de collaboration « cash » UNHCR/PAM | Marco Sanguineti, UNHCR HQ-Geneva

La collaboration entre l'UNHCR et le PAM est couverte par un MOU international signé en 1985 et révisé en 2010, dont l'objectif est de s'assurer que la sécurité alimentaire des personnes relevant du mandat de l'UNHCR (PoC) est prise en compte de manière appropriée. C'est-à-dire :

- Restaurer ou maintenir un bon état nutritionnel pour les différents groupes concernés
- Promouvoir l'autosuffisance parmi les bénéficiaires à travers la mise en œuvre de programmes appropriés pour développer la production agricole ou favoriser la génération de revenus (solutions durables)

Il existe également un « Joint Action Plan » PAM-UNHCR pour le cash et les vouchers (C&V) visant à favoriser le partage d'information sur le design, l'exécution, et l'évaluation de l'impact des interventions C&V dans l'assistance apportée aux réfugiés et autres personnes relevant du mandat du UNHCR (PoC).

Dans la cadre de la collaboration autour du projet « cash voucher » à Mangaize, une lettre d'entente a été signée par les représentants des deux agences le 5 Avril 2013 à Niamey avec pour objectif global de sauver des vies et protéger les moyens d'existence des populations réfugiées.

PRESENTATION : Le Programme Cash Voucher au camp de réfugiés de Mangaïze | Giorgi Dolizde, PAM Niger

La présentation a débuté par la projection d'une courte vidéo. Cf:

http://www.youtube.com/watch?v=TbArUVK7D3Q&desktop_uri=%2Fwatch%3Fv%3DTbArUVK7D3Q&pp=desktop

Suite à une étude de faisabilité et une analyse des marchés dans tous les camps de la zone de Tillabéry et de Tahoua, le camp de réfugiés de Mangaize a été sélectionné pour un projet pilote de bons d'achat d'une valeur de 7 000 F CFA par personne/mois, correspondant à la valeur monétaire de la ration alimentaire - 2,190 Kcal/Personne/jour. Depuis sa mise en place en Avril 2013, 352 996 USD ont ainsi été distribués à près de 9 000 bénéficiaires qui se ravitaillent auprès de 7 commerçants locaux organisés en association dans un magasin unique. Les partenaires intervenants pour ce projet sont : le PAM; l'UNHCR; la CNE; Islamique Relief; les commerçants locaux (sélectionnés sur la base de critères stricts); la Banque Atlantique et le Comité Régional de Prévention de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaire. Ci-dessous un exemplaire de bon d'achat.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL NIGER 009784 N° de l'Attestation de Réfugié : CAMP : Mangaizé QUARTIER : DATE D'EXPIRATION : 20 Octobre 2013		PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL NIGER 009784 N° de l'Attestation de Réfugié : CAMP : Mangaizé QUARTIER : DATE D'EXPIRATION : 20 Octobre 2013		COUPON D'ACHAT 7 000 F CFA Cachet du partenaire Pour échange de produits chez les commerçants agréés
--	--	--	--	---

RESUME DU Q&A : Des questions ont été abordées concernant l'impact du cash voucher sur l'économie locale et sur l'intérêt des commerçants à stabiliser le prix des denrées malgré les fluctuations. En réponse à ces deux aspects, le PAM a souligné l'encrage local du projet. Les commerçants accrédités sont des locaux basés dans le marché de Mangaize s'approvisionnant à Niamey. De plus, les profits issus du projet contribuent au développement de la communauté à hauteur de 65 millions CFA injectées dans l'économie locale par mois. Par rapport à la stabilisation des prix, les commerçants ont la capacité d'effectuer des stocks de 3 mois et donc de garder les mêmes prix, même en période de fluctuations.

PRESENTATION : Résultats de l'évaluation à mi-parcours | Allison Osterman, PAM Niger et Kokoévi Sossouvi, UNHCR Niger

En aout et septembre 2013, le PAM et l'UNHCR ont conduit conjointement une évaluation du projet cash voucher auprès de 396 entretiens ménages (dont 213 ménages déjà enquêtés en Janvier 2013), pour le PAM et 99 entretiens ménages et 11 focus groupes avec les parties prenantes pour l'UNHCR.

Les conclusions principales de l'évaluation sont :

- Les indicateurs de la sécurité alimentaire des réfugiés se sont améliorés par rapport à la situation de Janvier 2013 ;
- Les vouchers sont échangés pour des denrées variées assurant la diversité alimentaire des réfugiés ;
- Les réfugiés confirment la bonne qualité et disponibilité des produits chez les commerçants.

RESUME DU Q&A :

Concernant les personnes à besoin spécifiques (PBS), la question a été posée de savoir pourquoi ces derniers n'utilisent pas les charrettes mises à leur disposition. Selon Islamic Relief, certains PBS mettent en avant le souci de discrétion. Ils ne veulent pas qu'on fouille dans leur achats, d'autres ne veulent pas qu'on sache s'ils vont dépenser leurs vouchers.

TRAVAIL DE GROUPE : Discussions thématiques

Les participants ont formés des groupes de travail pour tenir des discussions thématiques sur 4 points centraux choisis en assemblée plénière concernant le programme Cash Voucher. Les discussions ont porté sur :

1. Comment renforcer le partenariat et la collaboration au sein du programme ?
2. Comment augmenter la prise en compte des aspects de protection ?
3. Comment appliquer la méthodologie de cash voucher à des formes d'assistance autre que la sécurité alimentaire ?



4. Comment maximiser l'impact du programme sur l'économie locale ?

Le partenariat

- On constate un manque de réunions des parties prenantes (UNHCR, PAM et les différents partenaires) avant et après la distribution. Il y a une nécessité de redéfinir les responsabilités de chacun et une solution serait de créer une liste de mails afin de partager les informations.

La protection

Les points à prendre en compte sont :

- La situation des personnes à besoins spécifiques (PBS)
- Les risques d'exploitation pour les familles de petites tailles (souvent plus vulnérables que les autres)
- Les longues files d'attente (bousculades, ruptures de stocks dans les ménages)
- La vulnérabilité alimentaire des nouveaux venus
- L'inefficacité du comité de gestion
- Les problèmes de discrimination
- La pression des autres besoins sur le voucher qui se trouve ainsi fragilisé
- Le risque d'exploitation des enfants

L'application à d'autres modes d'assistance

Un système de cash voucher pourrait être mis en place pour :

- Reconstituer le cheptel, d'autant qu'il s'agit de populations nomades
- Les NFI
- L'énergie et le gaz
- L'alimentation du bétail

Comment améliorer l'impact du Cash Voucher sur l'économie locale

L'accent pourrait être mis sur :

- L'approvisionnement local des commerçants (implication des populations hôtes)
- L'exploitation des mares à travers un projet cash-for-work (argent contre travail) via le maraîchage (culture contre saisons) dans les marais creusés par le PAM, les produits issus de cette production peuvent être commercialisés par le biais du voucher
- Inciter la population locale à la production agricole
- Encourager le recrutement de la main d'œuvre locale.

JOUR 2 : Jeudi 12 Septembre | Niamey

PRESENTATION : Etude de faisabilité des transferts monétaires au Burkina Faso | Marco Sanguinetti, UNHCR HQ-Geneva

En mai 2013, une étude de faisabilité sur les transferts monétaires a été réalisée conjointement par l'UNHCR et le PAM avec pour but d'évaluer la pertinence et la faisabilité des transferts monétaires (TM) dans les camps officiels et le site de Bobo-Dioulasso.

Les résultats de l'étude, qui a comporté un analyse des marchés et une série de focus groupes et d'entretiens semi-structurés, a permis de déterminer la modalité suivante qui inclus un mixte de distribution directe de vivre et de cash:

- **Nourriture** (1 203 kcal/personne/jour; 53% protéine; 45% iron.):
- **Cash:** 3 500 FCFA (7\$US)/personne/mois (déterminé par le PAM sur base de la valeur monétaire de la moitié des denrées de la ration livrées au magasin)

Q & A DETAILLE :

Q = Comment avez-vous déterminé quelles denrées/ quelles quantités distribuer et quelles mesures ont été mise en place pour relever les défis ?

A = L'identification des besoins s'est faite à travers des focus groupes. Des mesures contre les défis ont été définies pour chaque défi rencontré (Voir slide 14)

Q = Comme le transport semble cher, pourquoi ne pas amener les commerçants au camp ?

A = Cela réduirait le choix (les commerçants ne peuvent pas tout apporter), ce serait pareil que la distribution traditionnelle et donc poserait les mêmes risques. Le cash a des avantages en matière de protection que la distribution n'a pas.

Q = Comment définissez-vous le bon fonctionnement du marché ?

A = Il s'agit de la capacité des commerçants à répondre aux besoins (coût/quantité de vivres requises x nombre de réfugiés). Il faut aussi prendre en compte la qualité des denrées dont les bénéficiaires ont besoin, les infrastructures routières, la sécurité dans la zone, etc.

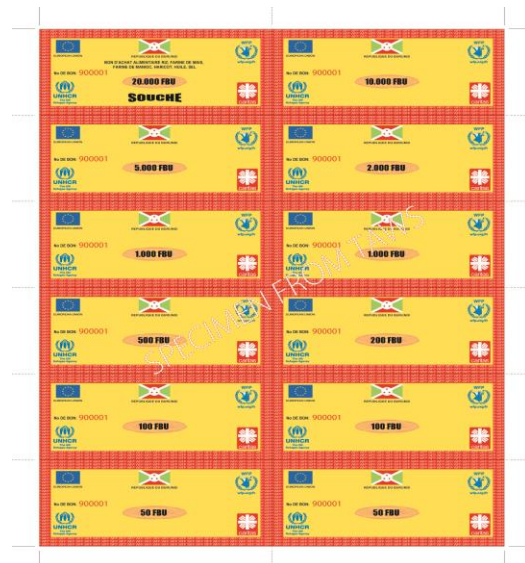
PRESENTATION : Projet voucher « Lessons Learned », UNHCR Burundi | Tony Tumagu, UNHCR Burundi

Un projet pilote voucher/foires a été mis en œuvre dans les 3 camps de Bwagiriza, Kinama et Musasa, au profit d'approximativement 25 000 réfugiés, de février 2013 à septembre 2013 (pour 3 mois initialement) sous financement ECHO.

Après une étude de faisabilité concluante, la valeur du bon d'achat a été fixée à 20.000 BIF soit 13\$/personne/mois.

Les résultats préliminaires sont les suivants :

- Foire organisée de façon mensuelle dans les camps, bonne collaboration des différents acteurs
- Bonne acceptation du projet par les réfugiés
- Amélioration du système après chaque foire, durée de la foire réduite de 10 à 4 jours
- Libre concurrence entre les commerçants
- Disponibilité de différentes denrées
- Plus de choix, davantage de dignité et d'implication pour les réfugiés
- Cohésion familiale dans les ménages renforcée: tous les membres de la famille sont associés à la planification des achats (surtout les hommes)
- Meilleure qualité des denrées dans les foires et sur les marchés locaux
- Stabilité des prix dans les marchés environnants
- Augmentation de la valeur calorifique consommée: 2456 Kcal/per/jour (au 30 juin 2013)



Q & A DETAILLE :

Q= Changez-vous la couleur du bon ?

A= Oui, chaque mois

Q=Y a-t-il des petites coupures ? Au Niger les coupons de petites tailles ne se sont pas montrés pertinents.

A= Oui même de 500 FBU, pour faciliter les achats même si c'est plus difficile à gérer

Q = Y a-t-il eu une analyse de risques ?

A= Oui au début du projet et une analyse de la protection également

Q= Comment gérez-vous les listes et l'identification des bénéficiaires ?

A= Avec le système PROGres, mais il y a un manque de contrôle à l'entrée de la foire et donc des problèmes de tricherie. Le problème est aussi l'absence d'une institution financière pour s'occuper de ces aspects afin d'éviter les tricheries au niveau des listes et la falsification des coupons.

TRAVAIL DE GROUPE : Discussions thématiques

Les groupes de travail formés la veille se sont réunis à nouveau pour élaborer des recommandations pertinentes aux thèmes qu'ils avaient débattus précédemment.

Recommandations Groupe 1 - Partenariat

- Tenir régulièrement deux réunions :
 - une à Mangaize après chaque distribution (UNHCR, PAM, IR, ASA, CNE, représentants des réfugiés).
 - une autre réunion de coordination à Niamey chaque mois (UNHCR, PAM, IR, ASA, CNE, Banque) ;
- Élaborer un PV pour chaque réunion avec les actions à prendre et les responsabilités en indiquant clairement qui doit prendre action;
- Une personne définie du bureau du HCR Ouallam doit être responsable de l'organisation de ces réunions, rappel email etc.
- Préparer une mailing liste pour partager systématiquement les informations, avec un point focal par organisation (responsabilité du UNHCR Ouallam) ;
- Favoriser l'apprentissage au sein du groupe de partenaires avec un partage d'information plus systématique

Recommandations Groupe 2 - Protection

- Identifier les PBS et envoyer leur liste au PAM (question de vulnérabilités temporaires) pour transmission au partenaire pour que les PBS soient prioritaires pendant la distribution
- Mettre en place des bons supplémentaires (ou cash) pour couvrir les autres besoins non alimentaires des réfugiés ;
- Augmenter la valeur du voucher
- Pour les familles de petite taille, promouvoir les AGR et l'emploi
- Augmenter le nombre de guichets de distribution pour éviter les bousculades. 200 familles par guichet au lieu des 500 actuellement
- Pour les familles nouvellement enregistrées, prévoir un stock de vouchers de contingence (10 à 15%) et définir les modalités claires d'utilisation de ce stock (les inscrire dans le plan opérationnel)
- Concernant le non fonctionnement du comité des plaintes : envisager une motivation pour ses membres.

Recommandations Groupe 3 – Application du voucher aux autres mécanismes de distribution

- Application du cash la distribution des NFI pour les bénéficiaires ;
- Reconstruction du cheptel pour le cash ;
- Identification d'un marché de bétail ;
- Ciblage des personnes vulnérables ;
- Favoriser l'utilisation des services de banques ;
- Application du cash dans le programme d'énergie gaz
- Achat de nourriture pour le bétail.

Recommandations Groupe 4 – Impact du voucher sur l'économie locale/la communauté hôte

- Demander aux commerçants de privilégier la production locale dans leur approvisionnement

- Inciter les communautés locales à la production
- Encourager l'approvisionnement en produits locaux (implication des populations hôte sur le marché de cash voucher) mais le défi est que la zone d'intervention est souvent déficitaire en production
- Encourager le recours à la main d'œuvre locale y inclus le transport des marchandises
- Lancer un appel d'offre pour donner l'opportunité aux plus petits commerçants de participer au projet
- Exploiter les mares creusées à travers un projet « cash-for-work » via le maraichage (cultures de contre saison) ;
- Élargir le voucher à d'autres commerçants disposant de certains produits alimentaires non périssables,
- Renouveler périodiquement les commerçants

PRESENTATION : Cash transferts aux réfugiés urbains à Niamey | *Mirko Tommasi, Save the Children Niger*

Une analyse des besoins a été conduite auprès de 1 377 ménages (7 084 personnes qui composent les ménages enquêtés) réfugiés urbain à Niamey, pour la plupart originaires du Mali. L'objectif principal de cette enquête était de récolter des informations sur la situation des ménages afin de pouvoir identifier un groupe cible pour la distribution de NFI et de cash et avoir un état des lieux de la vulnérabilité des ménages réfugiés dans la ville de Niamey.

Pour finir, 1 120 ménages ont été identifiés pour une distribution ponctuelle de NFI et 625 ménages pour la distribution de cash pour une période de 4 mois. Parmi les ménages qui recevront du cash, 310 le recevront par l'intermédiaire d'une institution de microfinance (IMF) et 315 par transfert téléphonique. Les transferts devraient débuter fin Septembre.

Q & A DETAILLE :

Q = Comment s'est fait le choix des partenaires ?

A = A travers un appel d'offre. Les partenaires ont été sélectionnés en fonction du package proposé. L'opérateur mobile sera Airtel (qui a par ailleurs offert 315 téléphones solaires). L'IMF sera Asusu.

Q = Comment avez-vous défini la valeur du transfert ?

A = Elle a été définie par l'UNHCR à 30 000 FCFA, ce qui est équivalent au SMIG (30 500 FCFA)

Q = Avez-vous pensé à harmoniser la valeur du transfert aux montants/ autres intervenants ?

A = Oui et non. Le contexte/objectif du projet est différent. On va intégrer les enseignements tirés de tous.

Commentaires : Il vaudrait mieux faire une sensibilisation par arrondissements

A = Il est difficile de trouver les ménages car ils vivent dans la rue et sont donc très mobiles. On va travailler avec les comités de réfugiés mais même cela pose des défis. Fin Aout, les opérateurs téléphoniques ont désactivé les numéros non identifiés, ce qui a davantage compliqué les choses.

Q = Quels sont les dispositifs mis en place pour faire l'évaluation ? Qu'en sera-t-il des non bénéficiaires ? Comment mesurer le contrefacteur (ce qui se serait produit sans l'intervention) ?

A = Nous sommes en contexte urbain et d'autres interventions sont en cours donc la mesure du contrefacteur n'est pas possible, d'autant que les besoins des réfugiés sont multiples. Une enquête sera conduite auprès des non-bénéficiaires du programme mais le souci est qu'ils sont souvent bénéficiaires d'interventions d'autres organisations. La question sera posée concernant l'assistance que les non-bénéficiaires auraient reçue en dehors du programme.

Q = S'agit-il seulement des réfugiés maliens ?

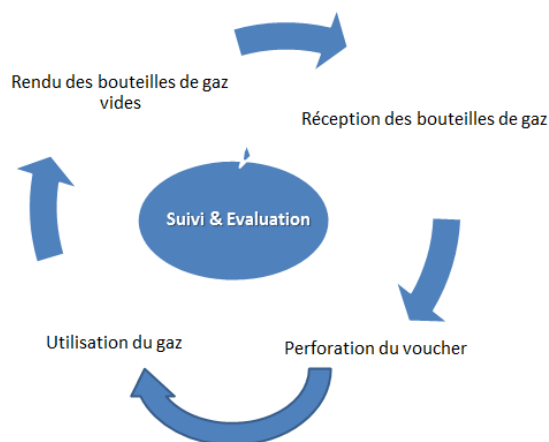
A = Non pas initialement, mais on n'a trouvé que les maliens. Certains réfugiés ne sont pas intéressés de participer à un projet. Ils se débrouillent depuis un an et ne veulent pas de « bla-bla »

Q = Que veut dire vivre dans la rue ? Quels sont les défis en matière de protection ?

A= Vivre dans la rue c'est vivre sans abri fixe. Le fait même de vivre dans la rue est une vulnérabilité : l'absence d'habitat. La majorité des personnes identifiées sont des femmes. Il a beaucoup de jeunes filles enceintes et allaitantes.

PRESENTATION : Projet pilote de distribution de gaz dans le camp de réfugiés d'Abala | *Mahamat Sarmadji, ACTED Niger*

Suite aux enseignements tirés d'un projet pilot de distribution de source d'énergie (charbon minéral, de pétrole et de gaz) à 150 ménages du camp de réfugiés d'Abala, du 10 avril au 5 mai 2013, l'option a été retenue de fournir des bouteilles de gaz à l'ensemble des réfugiés du camp (près de 2 700 ménages) via un système de voucher.



ACTED PROJET PILOTE GAZ		UNHCR
Appui aux populations réfugiées du Camp d'Abala en gaz		
N° Carte	N° Ordre	
Nom Chef de ménage :		Prénom :
Quartier :		Ilot :
Tente :		
Taille de ménage :		
<div>1 2 3 4 5 6 7 8</div>		

Q & A DETAILLE :

Q= Que faire en cas de perte de la carte de distribution/voucher ? Y'a-t-il un comité de litige ?

A = Oui, il y a un comité de litige qui est même présent pendant la distribution. Les déclarations de perte sont faites à la gendarmerie pour 5000F CFA ce qui réduit les déclarations frauduleuses. Le bénéficiaire émarge le registre à chaque distribution en plus sa carte est tamponnée. Il y a également un plan de contingence avec 10% de surplus pour remplacer les pertes/vols de NFI. Une fois la distribution finie, on part à la recherche des absents.

Q= Comment gérez-vous les départs non déclarés ?

A = Les réfugiés quittent le camp même avec la tente de l'UNHCR, il est donc fort possible qu'ils partent avec leur bonbonne de gaz.

Commentaires/ débat : La bouteille de gaz appartient-elle au réfugié au même titre que les autres NFI ? Si oui, il faut donc faire attention aux cas de revente/trafic de bonbonnes.

Q = Comment déterminez-vous le nombre de bonbonne par ménages ? Est-ce en fonction de leur taille ?

A = La quantité de gaz a été déterminée au cours du pilot. C'est la même quantité pour toutes les tailles de ménage. Les bonbonnes distribuées sont de 6kg, 2 fois par mois, soit au total 12 kg.

Q = Qu'en est-il des familles qui n'ont pas fini leur bouteille ?

A = On échange de gaz en remettant sa bouteille vide. Comme il est impératif que la bouteille soit vide, peut-être cela va-t-il donner lieu à des gaspillages.

PRESENTATION : Aperçu des transferts monétaires UNHCR en Afrique de l'Ouest | *Laura Buffoni, UNHCR RO-Dakar*

Les activités de transferts monétaires de l'UNHCR en Afrique de l'Ouest s'effectuent essentiellement dans le cadre de :

- Solutions durables
- Protection sociale
- Moyens de subsistance

A ce jour, il reste encore un long chemin à accomplir pour :

- Exploiter les potentialités des transferts monétaires et de leur utilisation
- Renforcer les capacités de l'UNHCR et de ses partenaires (analyse des aspects clés pour la mise en œuvre des C&V, analyse des marchés, suivi, etc.) à travers des formations/CalP
- Promouvoir l'acceptation de l'outil au sein de l'UNHCR (autonomisation; gestion des risques) et des communautés
- Promouvoir des systèmes des distributions innovants, en collaboration avec des partenaires opérationnels et financiers et à travers les nouvelles technologies disponibles

PRESENTATION : Perspectives du UNHCR pour les transferts monétaires | Marco Sanguineti, UNHCR HQ-Geneva

L'UNHCR intervient dans une multitude de contexte avec des opérations aux objectifs multiples. A l'heure actuelle :

- 67 Bureaux Pays utilisent les transferts monétaires, plus de 150 millions de dollars ont été distribués en 2013 et 1 300 000 de PoC assistés
- 1 seul employé à temps plein travaille sur le C&V avec un rôle d'appui aux bureaux pays
- Le document "Introduction to cash-based interventions in UNHCR opérations" rend compte du parti pris par l'UNHCR d'utiliser les transferts monétaires comme outils pour renforcer la protection et les solutions pour les personnes relevant de son mandat. Le cash et les vouchers sont de plus en plus systématiquement considérés comme option d'assistance

Les perspectives à court et moyen termes incluent :

- La mise en place d'une unité Cash & Voucher
- Un groupe de travail Cash & Voucher
- Des outils et documents internes au UNHCR sur le Cash & les Vouchers
- Des partenariats
- Le développement et le renforcement de la capacité opérationnelle à travers de nouveaux outils et des formations

Q&A COMBINES DES DEUX PRESENTATIONS

Q = Quels sont les défis pour adapter les expériences des autres pays ?

A = Il y a des différences dans les compétences internes de l'UNHCR pour gérer les programmes de transferts monétaires. Les infrastructures également diffèrent d'un pays à un autre (la couverture bancaire, etc.). Il a plus d'expérience dans certains domaines d'intervention que dans d'autres. Par exemple, on connaît mieux les besoins en matière de sécurité alimentaire (2100 Kcal/jour) qu'en matière de consommation énergétique.

Q = Comment harmoniser les interventions/valeur des transferts etc. ?

A = Des cadres de coordination existent dans chaque pays, par exemple les groupes de travail techniques comme le CaLP

Q = Comment éviter une mauvaise utilisation du transfert monétaire ?

A = Il y a beaucoup de débats autour des modalités de transfert (coupon ou cash ?) parce qu'on veut contrôler les dépenses des bénéficiaires mais en fait, les bénéficiaires vont toujours trouver un moyen de se procurer ce qu'ils veulent, même à travers la revente des vivres etc. Il faut faire de la sensibilisation.

Commentaire : Souvent la sensibilisation ne suffit pas, le facteur de vulnérabilité est important car quand les besoins sont nombreux, ils sont en conflit. Un transfert destiné à la nourriture peut être utilisé pour l'éducation au moment de la rentrée scolaire.

REFLEXIONS COMMUNES

Les remarques suivantes ont été émises en session plénière à titre de réflexion commune et de recommandations pour le projet et la mise en œuvre de programme d'interventions monétisées au Niger.

Acted :

- Cet atelier démontre qu'il faut un œil extérieur pour découvrir les failles de son projet
- Il faut faire un plaidoyer pour mettre en place des projets de transfert monétaires. Trop de projets pilotes empêchent la mise en place de stratégies à plus long terme mieux adaptées pour certaines populations
- Cet atelier démontre la nécessité d'un planning régulier pour faire des réunions de bilan tous les 3 mois

Banque Atlantique :

- Nous sommes ravis de voir que le projet de Mangaize fonctionne mieux que les autres

Commission National d'Eligibilité :

- Il faut revoir la valeur du coupon à la hausse. Etendre le projet de coupon gaz à Mangaize qui est une zone désertique.

Concern Worldwide :

- Il est important de vérifier la traçabilité. S'assurer que les bénéficiaires ont été bien servis. Faire fonctionner le comité de gestion des plaintes (IRW : En matière de gestion des plaintes, les réfugiés ont une préférence pour l'ancien système de gestion des plaintes à travers les chefs de quartier)
- Il semble essentiel de renforcer les cadres d'échange

International Rescue Committee (IRC) :

- Quel cadrage de la phase pilote ? Que doit-il se passer après ? Que faire des enseignements tirés ? Il faut considérer les impacts négatifs pour en retirer un projet qui fonctionne bien.

Islamic Relief Worldwide (IRW) :

- Il faut harmoniser le budget du projet en fonction des éléments du plan opérationnel, partager la liste des PBS pour que leurs besoins soient mieux pris en compte
- Il reste à mieux comprendre quels bénéfices sont à tirer des e-vouchers comparé aux vouchers

PAM :

- Dès le début de la conception du projet, il faut impliquer une personne ressource pour les questions de protection de manière permanente et sans interruption

- Les réfugiés sont obligés de vendre une partie des produits alimentaires pour satisfaire leur besoins non alimentaires. Il faudrait que le minimum de leur besoin non alimentaires soit satisfait avec des bons supplémentaires ou du cash ;
- Il est nécessaire de vérifier la taille des ménages et mettre à jour la liste des bénéficiaires ;
- Conformément au Plan Opérationnel, il faut partager la liste des femmes ;
- Soumettre la liste des nouveaux arrivants au PAM avant le 23 de chaque mois.

UNHCR :

- Une mise à jour du plan opérationnel du programme est nécessaire pour clarifier le rôle des uns et des autres. Il faut mettre en place un programme de renforcement des compétences.
- Il y a nécessité d'une étude de faisabilité des transferts monétaires et coupons gaz pour les zones d'accueil de Tzadite et Intikane
- Il y a nécessité d'une meilleure prise en compte des nouveaux arrivants
- Il faut améliorer la qualité des vouchers pour éviter que certains bénéficiaires ne soient pas servis et donner la possibilité à IRW de gérer un stock de coupons pour remédier plus rapidement ces situations
- Il faut revoir les TDR du comité de gestion des plaintes pour décrire comment résoudre les plaintes
- Il faut améliorer la communication avec les bénéficiaires, leur faire une restitution des discussions
- Il faut organiser une visite des commerçants de Mangaize à Abala pour le partage d'expérience
- Il y a un besoin de mesures d'accompagnement pour ces nouvelles méthodologies,

UNOCHA :

- Il ne faut pas négliger la prise en compte des problèmes de caste pour éviter l'exploitation des personnes d'une caste inférieure.
- Il ne faut pas négliger le danger de la présence de centaines de bouteille de gaz dans un camp de réfugiés (Acted : la formation d'au moins un membre de la famille à l'utilisation des extincteurs qui sont mis à disposition dans chaque ilot a eu lieu)
- Pensez à améliorer la coordination et privilégier la communication
- Il faut faire un compte rendu de l'atelier et le partager avec le bureau y inclus les présentations pour montrer les forces et faiblesse de l'atelier, émettre davantage des recommandations et les partager aux prochaines réunions de coordinations de l'UNHRC.

ACTIONS CLES A MENER

En conclusion des débats et réflexions de l'atelier les priorités suivantes ont été identifiées pour action immédiate.

Actions requises	Responsabilité	Soutien
1. Améliorer l'organisation de la distribution afin de mieux servir les plus vulnérables <ul style="list-style-type: none"> • Servir les PBS en priorité • Augmenter le nombre de guichet • Mettre en place un stock de contingence de voucher pour remédier aux erreurs d'impression/omission de noms sur la liste etc. • Reprendre la distribution du Super Céréale 	IRW & PAM	UNHCR
2. Améliorer la communication autour du projet et la coordination des activités <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter l'implication des réfugiés dans la gestion du projet (invitation aux réunions/ partage des comptes rendu des réunions, prise de décision collégiale, etc. 	UNHCR & PAM	IRW
3. Remettre en place le comité de gestion des plaintes <ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les termes de références pour inclure des actions précises à prendre une gestion effective des plaintes • Faire le suivi de la résolution rapide des plaintes 	UNHCR & IRW	PAM
4. Remettre en place le système de transport pour les PBS <ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de son bon fonctionnement avec des log-sheet de transport etc. 	UNHCR & ASA	IRW

JOUR 3 : VENDREDI 13 SEPTEMBRE | MANGAÏZE

Une visite du camp de réfugiés de Mangaïze a été organisée avec 18 participants représentant l'UNHCR, IRC, la Banque Atlantique, Oxfam, Acted, la CNE, ASA et Concern.

Une rencontre a été organisée avec les participants au programme et le comité des réfugiés.



Une discussion de groupe avec les commerçants participants, ainsi qu'une visite de leur magasin.



NB. Riz américain issu du programme de monétisation mené par l'ONG Concern.

Annexe

Annexe 1 : Agenda

JOUR 1 : Mercredi 11 Septembre | Niamey

8.30-8.45	Arrivée des participants et enregistrement
8.45-9.15	Allocutions d'ouverture <i>PAM Niger, UNHCR Niger</i>
9.15-9.45	Présentation des participants & Objectifs de l'atelier
9.45-10.30	Mise en contexte Les opérations du UNHCR au Niger <i>Algassimou Bah, UNHCR Niger</i> Les transferts sociaux de PAM Niger <i>Giorgi Dolizde, PAM Niger</i> Cadre de collaboration « cash » UNHCR/PAM <i>Marco Sanguinetti, UNHCR HQ-Geneva</i>
10.45-11.00	Pause-café
11.00-12.30	Le Programme Cash Voucher au camp de réfugiés de Mangaïze <i>Giorgi Dolizde, PAM Niger</i>
12.30-13.15	Résultats de l'évaluation à mi-parcours <i>Allison Osterman, PAM Niger et Kokoévi Sossouvi, UNHCR Niger</i>
13.15-14.30	Déjeuner
14.30-15.15	Résultats de l'évaluation à mi-parcours (suite) <i>Allison Osterman, PAM Niger et Kokoévi Sossouvi, UNHCR Niger</i>
15.15-16.00	Discussions thématiques
16.15-16.30	Pause-café
16.30-17.30	Discussions thématiques (suite)

JOUR 2 : Jeudi 12 Septembre | Niamey

9.00-9.15	Résumé des débats de la veille & Logistique
9.15-10.15	Les expériences régionales de transferts monétaires du UNHCR Etude de faisabilité des transferts monétaires au Burkina Faso <i>Marco Sanguinetti, UNHCR HQ-Geneva</i> Projet voucher « Lessons Learned », UNHCR Burundi <i>Tony Tumagu, UNHCR Burundi</i>
10.15-10.30	Pause-café
10.30-12.00	Discussions thématiques
12.00-13.15	Perspectives futures Cash transferts aux réfugiés urbains à Niamey <i>Mirko Tommasi, Save the Children Niger</i> Projet pilote de distribution de gaz dans le camp de réfugiés d'Abala <i>Mahamat Sarmadji, ACTED Niger</i>
13.15-14.30	Déjeuner
14.30-15.30	UNHCR Cash « à grande échelle » - Stratégies, Outils et Exécution Aperçu des transferts monétaires UNHCR en Afrique de l'Ouest <i>Laura Buffoni, UNHCR RO-Dakar</i>

Perspectives du UNHCR pour les transferts monétaires | Marco Sanguineti, UNHCR
HQ-Geneva

15.30-15.45 Pause-café

15.45-17.00 Réflexions communes/Wrap up

JOUR 3 : Vendredi 13 Septembre | Mangaïze – Optionnel

- Visite du camp de réfugiés de Mangaïze
- Rencontre avec les participants au programme
- Visite des commerçants

Annexe 2 : Liste des participants

#	Nom	Organisation	E-mail
1	Clément Gbedey	Acted	gbedey_clement@yahoo.fr
2	Mahamat Sarmadji	Acted	mahamat.sarmadji@acted.org
3	Nicolas Casale	Acted	nicolas.casale@acted.org
4	Fanny Del	Acted	fanny.del@acted.org
5	Arami Mohamed	Akarass	ong_akarass@yahoo.fr
6	Lattoh Serge ,	ASA	latserge@yahoo.fr
7	Issa Mahamadou,	Banque Atlantique	mahamadou.issa@banque.atlantique.net
8	Madame Dicko Kadidiatou Diallo	Cadev Niamey	diallokadidiatou96@yahoo.fr
9	Sabine Attama	Cadev Niamey	cadevny@internet.ne
10	Karimou Bassirou	Cellule Filets Sociaux	bkarimou2007@yahoo.fr
11	Hachimou Yahaya	Cellule Filets Sociaux	hachimouy@gmail.com
12	Souleymane Karidio	Concern	souleymane.karidio@concern.net
13	Salissou Liman	Concern	salissou.himan@concern.net
14	Shane O'connor	Concern	shane.oconnor@concern.net
15	Innocent Nsengiyumva	IRC	innicent.nsengiyumva@resue.or
16	Abdoulaye Ismail	Islamic Relief	abdoulaye@islamic-relief.org.ne
17	Ouma Kaltoumi Sahabi	Islamic Relief	ouma.sahabi@islamic-relief.org.ne
18	Ibrahim Ramatou	ONUSIDA	
19	Marlies Lensink	Oxfam	MLensink@oxfam.org.uk
20	Hassimi Hassane Diallo	Oxfam	hassimidiallo@yahoo.fr
21	Ibrahim Kadi Zeida	Oxfam	ibrahimzeid@yahoo.fr
22	Babari Ibro	Oxfam	ibrobabari@yahoo.fr
23	Tito Nikodimos	PAM	tito.nikodimos@wfp.org
24	Giorgi Dolidze	PAM	giorgi.dolidze@wfp.org
25	Sidiki Traoré Boubacar	PAM	sidiki.traore.boubacar@wfp.org
26	Djibir Malamidi	PAM	djibril.malamidi@wfp.org
27	Ibrahim Sofomagagi	PAM	ibrahim.sofomagagi@wfp.org

28	Margaret Rehm	PAM	margar.rehm@wfp.org
29	Allison Osterman	PAM	allison.osterman@wfp.org
30	Sarah Ferdjani	PAM	sarah.ferdjani@unhcr.org
31	Koffi Adossi	UNHCR	adossi@unhcr.org
32	Saley Bougi Chaibou	UNHCR	saleybo@unhcr.org
33	Omadjang Amang Sophie-Lin	UNHCR	omadjang@unhcr.org
34	Bah Algassimou	UNHCR	bahalg@unhcr.org
35	Dagbelou Colman Goerges	UNHCR	dagbelou@unhcr.org
36	Marco Sanguineti	UNHCR	sanguine@unhcr.org
37	Boubacar Younoussa Sidlo	UNHCR	boubacar@unhcr.org
38	Kokoevi Sossouvi	UNHCR	sossouvi@unhcr.org
39	Hadizatou Kane	UNHCR	kaneh@unhcr.org
40	Abdoulahi Tambari	UNHCR	tambari@unhcr.org
41	Barry Ahmadou	UNHCR	amadouh@unhcr.org
42	Zeinabou Amadou Hima	UNHCR	amadouh@unhcr.org
43	Tony Tumagu	UNHCR BURUNDI	tumagu@unhcr.org
44	Serge Oudrago	UNHCR	ouedraos@unhcr.org
45	Sheldon Munihre	UNHCR	MUNIHIRE@unhcr.org
46	Laura Buffoni	UNHCR	buffoni@unhcr.org
47	Biga Diambeidou	UNOCHA	bigadiambeidou@un.org
48	Mounkainala Abdriouhamane	CNE	dramounkaila@yahoo.fr
49	Idrissa Abou	CNE	allahbia@yahoo.fr
50	Mossi Boureima	CNE	mossiboureima@yahoo.fr
51	Bari Mamane Mourtala	ONG KARKARA	
52	Abdelkader Ibrahim	Plan Niger	akader9@hotmail.com
53	Hadizatou Gado	UNICEF	hgado@unicef.org